

SOLIDAR Observateur des droits sociaux 2019

Tableau de données

Indice de Gini: 30,6 (UE 2017)
Chômage: 6,8 % (UE 2018)
Indice d'égalité de genre: 67,4 (UE 2019)
Chômage des jeunes: 14,2 % (UE août 2019)
AROE: 21,7 % (UE 2018)
Dépenses sociales (en % du PIB): 18,8 % (UE 2017)
Part de la taxation du travail sur l'impôt total: 49,74 % (UE 2017)
Pauvreté au travail: 9,2 % (UE 2018)

Synthèse

L'Observateur des droits sociaux 2019 de SOLIDAR examine la situation des droits sociaux dans 16 pays européens : 15 membres de l'Union européenne – Autriche, Bulgarie, Croatie, République tchèque, Estonie, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Italie, Roumanie, Slovaquie, Espagne, Pays-Bas, Royaume-Uni – et un pays candidat, la Serbie. Il évalue la situation de l'Europe sociale du point de vue de l'égalité des chances, de l'équité des conditions de travail, de la protection sociale, de l'inclusion et de l'espace civique d'après les observations d'organisations de la société civile œuvrant sur le terrain, en association avec des données statistiques et les conclusions de la recherche scientifique. Si les économies européennes se rétablissent de l'impact de la crise, le tableau de la réalité sociale est différent : accroissement du nombre de travailleurs pauvres, approfondissement des inégalités sociales et régionales et travail précaire, parmi les questions les plus pressantes. L'espace

civique est sous pression par ailleurs, le travail des organisations de la société civile est attaqué et la liberté de la presse, restreinte.

L'Observateur analyse également la façon dont ces aspects sont pris en compte par les recommandations spécifiques aux pays du semestre européen. La pleine réalisation du socle européen des droits sociaux et des objectifs de développement durable de l'ONU exige que les recommandations politiques de la Commission européenne aux États membres y soient conformes et propices. C'est pourquoi il est préoccupant de constater que malgré l'introduction du tableau de bord social, les recommandations restent axées sur les indicateurs macroéconomiques et n'accordent pas une place centrale aux objectifs sociaux européens.

Égalité des chances et conditions de travail équitables

Passée la crise économique, la plupart des pays européens voient à présent leur économie se rétablir. Les taux d'emploi sont en hausse et le chômage continue de reculer. Mais la situation sociale n'en est pas pour autant revenue à son état d'avant la crise. **Les inégalités sociales ont augmenté dans la majorité des pays européens.** Dans de nombreux pays, **les taux de chômage restent supérieurs à ce qu'ils étaient avant la crise.** Les emplois nouvellement créés, quant à eux, ne sont pas de la même qualité que ceux perdus pendant la crise. Certains gouvernements ont voulu stimuler l'emploi



en réduisant la protection du travail et introduit des formes de travail plus flexibles. **L'emploi est ainsi devenu plus précaire**, les contrats de courte durée, le travail à temps partiel et le faux travail indépendant devenant monnaie courante. Aux Pays-Bas, la part des travailleurs indépendants a doublé (12,3 %) et le nombre de travailleurs flexibles a augmenté de 75 % ces 15 dernières années.¹

Conditions de travail

Les conditions de travail se sont détériorées par ailleurs. On trouve des exemples parmi les plus frappants en Autriche, pays qui a autorisé la journée de douze heures, et en Hongrie où une nouvelle loi couramment surnommée « Loi esclavage » permet à présent de travailler l'équivalent d'une journée entière en heures supplémentaires par semaine. De plus, **la croissance des salaires a stagné.**² En Espagne, le salaire moyen a baissé de €800 entre 2011 et 2015.³ La limitation de l'influence des syndicats sur la fixation des salaires y a fortement contribué. Le rôle des partenaires sociaux dans la détermination des conditions de travail et des salaires a ainsi été restreinte dans de nombreux cas. Ainsi en Grèce, la compétence de la fixation du salaire minimum a été reprise par le gouvernement qui l'a ensuite abaissé de 22 %.

Les groupes stratégiques nationaux de SOLIDAR avertissent que les **politiques relatives à l'équilibre entre travail et vie privée laissent souvent à désirer.** La directive européenne en la matière et sa prochaine mise en œuvre aboutiront à une amélioration du congé de paternité dans certains pays, mais dans la pratique la responsabilité de la prise en charge des

enfants ainsi que d'autres membres de la famille continue de reposer sur les épaules des femmes. Des mesures très favorables pour la maternité, associées à un manque d'infrastructures accessibles pour la garde d'enfants ainsi que de politiques encourageant une répartition égalitaire des tâches en la matière génère une discrimination des femmes sur le marché du travail. **Dans tous les pays d'Europe, les femmes sont moins bien payées que les hommes pour le même travail.** L'écart salarial au sein de l'UE est de 16 % en moyenne, avec cependant des variations considérables d'un pays à l'autre ; de 3,5 % en Roumanie à 20,8 % au Royaume-Uni. Dans la grande majorité des pays, on observe une tendance positive dans le sens d'une lente réduction de l'écart salarial, la moyenne européenne étant de 17,1 % en 2010. Mais dans quelques cas inquiétants, comme celui de la Croatie, l'écart salarial s'est accru ces dernières années.⁴

Égalité des chances

Ce sont surtout les jeunes qui rencontrent des difficultés sur le marché du travail. En témoignent les taux de chômage supérieurs à la moyenne parmi les jeunes européens⁵ et une fréquence plus élevée du travail précaire au sein de ce groupe. De nombreux membres de SOLIDAR signalent que leur **système d'enseignement national ne procure pas aux élèves les compétences dont ils auront besoin** pour accomplir avec succès la transition des études au travail. Les rapports nationaux de la Commission constatent un manque général d'attention pour les compétences numériques requises sur le marché du travail moderne. En témoigne également l'inadéquation des



possibilités de formation continue, qui devraient être renforcées pour aider les travailleurs à s'adapter à l'évolution du monde du travail.

Les performances de l'enseignement restent fortement variables, non seulement entre pays, mais aussi entre régions et groupes sociaux. **Les systèmes d'enseignement en Europe tendent à perpétuer les inégalités socioéconomiques** et ne favorisent que peu la mobilité sociale. Selon une étude de l'OCDE, un enfant allemand né dans une famille pauvre aurait besoin de six générations, soit 180 ans, pour atteindre le revenu national moyen.⁶ Pour les enfants issus d'un milieu rom ou immigrant, l'enseignement a souvent un effet très inférieur sur les perspectives d'avenir.

La migration se manifeste de différentes façons dans les régions du continent. Les pays de l'Est et du Sud-Est – surtout ceux qui ont fortement pâti de la crise économique – connaissent une **émigration de leurs travailleurs jeunes et éduqués en particulier**. 75 % des jeunes Serbes disent se préparer à l'émigration ou l'envisager.⁷ Des chiffres similaires se retrouvent en Grèce⁸ et en Italie⁹. Cet exode des cerveaux crée des pénuries de travailleurs qualifiés, par exemple dans les secteurs des technologies de l'information et des soins de santé. Dans les pays du Nord et du Nord-Ouest, **la migration pose surtout la question de l'intégration des migrants à la fois au sein de la société et du marché de travail**. Ainsi en France, les personnes issues de l'immigration font face à la discrimination dans leur quête d'un emploi. Globalement, les niveaux d'emploi des immigrants tendent à être inférieurs à ceux de la population

locale. La barrière de la langue reste parmi les principaux obstacles à l'accès au marché du travail, aux services sociaux et aux soins de santé. Les OSC jouent un rôle important dans l'apprentissage informel des langues et l'orientation vers les services sociaux.

Protection et inclusion sociales

Le nombre de personnes à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale au sein de l'UE a diminué au cours de la décennie écoulée, à 21,7 % en 2018¹⁰, principalement suite à l'augmentation des taux d'emploi. Mais il serait trop simple de conclure que le travail résout par définition les problèmes sociaux et permet de sortir à coup sûr de la pauvreté. Dans la période comprise entre 2010 et 2017, **le nombre de travailleurs pauvres a augmenté**, de 8,3 % à 9,4 %.¹¹ Cette donnée résulte essentiellement d'emplois de mauvaise qualité, du travail à temps partiel involontaire et du faux travail indépendant.

Les taux de pauvreté et les conditions socioéconomiques en général varient fortement d'un pays à l'autre, mais pas uniquement ; **différentes régions peuvent elles aussi présenter d'importants contrastes au sein d'un même pays**. C'est particulièrement visible dans le cas de la Slovaquie ; bien que son indice GINI fasse apparaître le pays comme l'un des plus égalitaires d'Europe, sa richesse est fortement concentrée à l'ouest, dans la région proche de la capitale. L'est du pays est nettement plus pauvre et rencontre de nombreux défis socioéconomiques.¹²

Presque tous nos groupes stratégiques nationaux préviennent que **l'accès à un logement abordable et de qualité est**



devenu plus difficile ces dernières années ; c'est particulièrement le cas dans les centres urbains et certains hauts-lieux touristiques, où les prix de vente et les loyers ont fortement augmenté. En République tchèque, le prix du logement a connu une hausse spectaculaire de 23 % depuis début 2015.¹³ Dans les grandes villes comme Prague et Brno, le logement est en voie de devenir le moins abordable de l'UE.¹⁴

Bien que l'effet des transferts sociaux sur la réduction de la pauvreté varie notablement d'un pays à l'autre, **leur impact a diminué** dans l'ensemble ces 15 dernières années.¹⁵ Divers groupes stratégiques nationaux voient en la pression démographique un défi pour la pérennité des systèmes de sécurité sociale. Dans certains pays, cette évolution est le fait du vieillissement de la population, tandis qu'une émigration massive est également en cause dans d'autres.

Enfin, la nature de plus en plus flexible du travail et la fin du modèle traditionnel de la carrière à temps plein et à vie ont aussi un impact sur la couverture et les contributions à nos systèmes de protection sociale. **Les interruptions dans la carrière entraînent aussi des interruptions des contributions sociales.** Ce fait est dommageable pour la couverture et l'adéquation de la protection sociale des personnes prises individuellement, mais nuit aussi à la pérennité du système dans l'ensemble. Une protection sociale universelle et de qualité est nécessaire pour que tous les Européens soient à l'abri de la pauvreté.

Soins de santé

Les dépenses publiques en soins de santé représentent entre 3 % du PIB à Chypre et

9,4 % en Allemagne. Cela entraîne des différences dans les dépenses à consentir par les patients et dans la disponibilité et la qualité des services de soin. Ces problèmes se posent tout particulièrement pour les groupes sociaux vulnérables, comme les travailleurs atypiques, les Roms et les migrants. **Les inégalités socioéconomiques se marquent aussi dans l'accessibilité des soins de santé.** En Grèce par exemple, 35,2 % de la population appartenant au quintile de revenus inférieur a fait état de problèmes de santé non traités en 2016, contre 1 % dans le quintile supérieur.¹⁶ 16,8 % des Estoniens souffrent de problèmes de santé non traités.

Les groupes stratégiques nationaux de plusieurs pays, dont la Croatie, la Roumanie et la Slovaquie, font savoir que **la disponibilité des soins de santé est en baisse notamment dans les zones rurales.** De nombreux pays sont confrontés à une **pénurie de personnel médical**, plus particulièrement dans le secteur public. Dans les pays connaissant une forte émigration, le secteur des soins de santé est souvent la principale victime de l'exode de travailleurs qualifiés.

Espace civique

Une tendance inquiétante ces dernières années voit une recrudescence des **attaques contre la société civile et les médias.** Plusieurs gouvernements européens ont délibérément limité la liberté d'association en vue de restreindre l'influence des organisations de la société civile et de rétrécir l'espace civique. Dans ces pays, les **OSC font régulièrement face à des attaques verbales, économiques et juridiques.** Les



attaques paraissent viser les ONG actives auprès des migrants et des réfugiés et peuvent prendre la forme du retrait du financement de cours de langue (Autriche), de discours diabolisants et de la criminalisation de la solidarité au moyen de sanctions pour le sauvetage de migrants (Italie), ou de la criminalisation pure et simple de la distribution de brochures d'information sur la procédure d'asile (Hongrie). La **liberté de réunion est elle aussi sous pression**, par exemple en raison de la marchandisation de l'espace public, des conditions de plus en plus strictes à respecter en vue d'annoncer et d'organiser une manifestation et d'un usage excessif de la violence par la police comme ce fut le cas avec le mouvement des Gilets jaunes en France.

Les organisations de la société civile sont en outre entravées dans la pleine réalisation de leur travail ; en effet, celui-ci est de plus en plus financé au projet et exige souvent le recours au cofinancement. Cela ne leur laisse que des **ressources limitées pour mener leur important travail de plaidoyer**. Les obligations de transparence relatives au financement et aux dons, de plus en plus strictes dans certains pays, sont une difficulté supplémentaire pour le financement du travail des OSC. Dans le cas de la Hongrie, **la limitation des dons en provenance de l'étranger est sciemment utilisée comme une tactique afin de restreindre le financement des OSC**.

Liberté d'expression et liberté de la presse

La liberté d'expression et surtout la **liberté de la presse sont sous pression, les attaques visant particulièrement les journalistes et les médias**. Le paysage médiatique se

politise et les **gouvernements de plusieurs pays européens ont ouvertement manifesté de l'hostilité envers les médias**, accusés de trahison envers le pays. Notre groupe stratégique national pour la Croatie fait état de 1163 actions en justice pour calomnie et diffamation publique en cours à l'encontre de 90 journalistes et organes de presse. En 2018, un journaliste slovaque enquêtant sur des liens présumés entre le Premier ministre Fico et la mafia italienne a même été tué avec sa fiancée à leur domicile.¹⁷ Suite à ces menaces, **la censure et l'autocensure se répandent**, au détriment de la capacité des journalistes de diffuser une information objective et pluraliste auprès du public.

Outre les attaques directes contre le travail des journalistes, l'indépendance des médias est également mise en péril par l'influence croissante du monde politique sur le paysage médiatique. Reporters sans frontières constate par exemple qu'en Roumanie, des agents du gouvernement se faisant passer pour des journalistes ont commencé à infiltrer les organisations d'information.¹⁸ Toutefois, une influence bien plus répandue est celle exercée par la **propriété concentrée des organes de presse** entre les mains de quelques figures politiques et/ou grands personnages du monde des affaires. En République tchèque, le Premier ministre Andrej Babiš possède les deux principaux journaux du pays ainsi qu'une station de radio. En 2017, le Président Miloš Zeman est apparu en conférence de presse avec une fausse Kalachnikov portant l'inscription « pour les journalistes ».¹⁹



Comparaison avec les recommandations spécifiques au pays

Les principes du socle européen des droits sociaux et des objectifs de développement durable de l'ONU doivent être au cœur des recommandations de la Commission aux États membres. Bien que l'on retrouve des éléments du socle européen des droits sociaux dans des indicateurs tels que le risque de pauvreté et le taux d'exclusion sociale (ARPE), **les engagements afin d'améliorer les conditions sociales restent assez vagues**. Les objectifs sociaux ne sont que très rarement au cœur des recommandations finales. Souvent l'impact social des mesures politiques n'est pas au centre de la recommandation, mais figure comme stipulation pour les autres recommandations. La pleine réalisation du socle européen des droits sociaux et des objectifs de développement durable de l'ONU exige que les recommandations politiques de la Commission européenne aux États membres y soient conformes et propices. C'est pourquoi il est préoccupant de constater que **malgré l'introduction du tableau de bord social, les recommandations restent axées sur les indicateurs macroéconomiques** et n'accordent pas une place centrale aux objectifs sociaux européens. Les dépenses sociales restent vues comme de simples déboursements, ce qui est méconnaître l'apport positif, sur le plan social et économique, de l'investissement dans l'égalité sociale pour la société.

Les recommandations mettent par ailleurs un fort accent sur les taux d'emploi et de chômage. Or, s'il est sans aucun doute un facteur important dans les réalités sociales tant individuelles que collectives, l'emploi n'est pas tout. **Par-delà les chiffres du chômage, il faut envisager la qualité de l'emploi, l'adéquation des salaires et les conditions de travail**. Se révèle alors une réalité faite de travailleurs pauvres, de travail précaire et de détérioration des conditions de travail, ce que le processus du semestre européen néglige de prendre en compte.

Dans presque tous les pays, **les disparités régionales sur le plan de l'emploi, des taux de pauvreté, de la qualité de l'enseignement et de l'accessibilité des soins de santé jouent un rôle important dans la perpétuation des inégalités sociales**. Alors que le semestre européen semble axé sur la convergence entre les pays, la divergence en leur sein est souvent négligée. Ces inégalités régionales sont la racine de nombreux problèmes, comme l'augmentation des prix du logement, le manque de professionnels qualifiés (dans le secteur médical notamment) et l'inégalité des chances pour les jeunes dans certaines régions. Les recommandations spécifiques aux pays doivent prendre ces différences régionales en compte et fournir des recommandations visant la réduction des écarts socioéconomiques au sein des pays.

¹ CBS (n.d.). Is elders in de EU het aandeel zzp'ers zo hoog als in Nederland?: <https://www.cbs.nl/nl-nl/dossier/dossier-zzp/hoofdcategorieen/is-elders-in-de-eu-het-aandeel-zzp-ers-zo-hoog-als-in->

[nederland-](https://www.cbs.nl/nl-nl/nieuws/2019/07/aantal-flexwerkers-in-15-jaar-met-drie-kwart-gegroeid), CBS (2019). Aantal flexwerkers in 15 jaar met drie kwart gegroeid: <https://www.cbs.nl/nl-nl/nieuws/2019/07/aantal-flexwerkers-in-15-jaar-met-drie-kwart-gegroeid>



² Romei, V. (2019). EU workers miss out on gains of economic recovery:

<https://www.ft.com/content/0a245c28-6cc3-11e9-80c7-60ee53e6681d>

³ Instituto Nacional de Estadística (INE): www.ine.es

⁴ Eurostat (2019). Gender pay gap in unadjusted form:

https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/sdg_05_20/default/table?lang=en

⁵ Eurostat (2019). Unemployment statistics:

https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Unemployment_statistics#Youth_unemployment

⁶ OCDE (2018) A Broken Social Elevator? How to Promote Social Mobility:

<https://www.oecd.org/social/broken-elevator-how-to-promote-social-mobility-9789264301085-en.htm>

⁷ Friedrich Ebert Foundation (2019). Youth Study Serbia 2019/2019: <http://library.fes.de/pdf-files/id-moe/15269-20190411.pdf>

⁸ Skoufou, D. (2018). Παγιώνεται η φυγή των Ελλήνων στο εξωτερικό προς αναζήτηση εργασίας: <https://www.insider.gr/eidiseis/ellada/74729/pagionetai-i-fygi-ton-ellinon-sto-exoteriko-pros-anazitisi-ergasias>

⁹ <https://www.ilsole24ore.com/art/la-fuga-200mila-laureati-nord-cosi-sud-ha-perso-30-miliardi-AEsJqk3D>

¹⁰ Eurostat (2019). Personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale :

https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/t2_020_50/default/table

¹¹ Eurostat (2019). In-work at-risk-of-poverty rate by age and sex - EU-SILC survey:

<http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/submitViewTableAction.do>

¹² Eurostat (2019). Le PIB au niveau régional :

https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=GDP_at_regional_level/fr

¹³ Commission européenne (2019). Rapport national république tchèque 2019 :

https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/file_import/2019-european-semester-country-report-czech-republic_en.pdf

¹⁴ Deloitte (2018). Property Index 2018: Overview of European Residential Markets:

<https://www2.deloitte.com/be/en/pages/real-estate/articles/be-deloitte-property-index-2018.html>

¹⁵ Eurostat (2019). Impact des transferts sociaux (pensions exclues) sur la réduction de la pauvreté par sexe :

<https://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&plugin=1&language=fr&pcode=tespm050>

¹⁶ Baeten, R., Spasova, S., Vanhercke, B., & Coster, S. (2018). Inequalities in access to healthcare - A study of national policies 2018:

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=738&langId=en&pubId=8152&furtherPubs=yes>

¹⁷ Freedom House (2019). Slovaquie :

<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2019/slovakia>

¹⁸ Reporters sans frontières (2019). Roumanie :

<https://rsf.org/en/romania>

¹⁹ Oppenheim, M. (2017). Czech President holds up replica gun marked 'for journalists' in press conference:

<https://www.independent.co.uk/news/world/europe/czech-parliament-ak-47-journalists-press-conference-name-and-where-it-happened-elections-media-a8014841.html>